



mercredi 28 septembre 2016

Les grands titres:

- Attaques contre des établissements de santé: Ban Ki-moon dénonce des crimes de guerre en Syrie
- L'ONU salue la mémoire de Shimon Peres
- Syrie : près de 100 enfants tués à Alep suite à la reprise des affrontements, selon l'UNICEF
- Iraq : Le PAM livre de la nourriture dans la ville de Shirqat, assiégée pendant deux ans
- Corée du Sud : un expert de l'ONU appelle à une enquête complète et indépendante suite à la mort d'un manifestant
- Une nouvelle base de données de l'AIEA souligne les disparités mondiales dans l'accès au traitement du cancer
- Journée mondiale de la rage: l'OMS vise l'élimination de la maladie à l'horizon 2030

Attaques contre des établissements de santé: Ban Ki-moon dénonce des crimes de guerre en Syrie



Des médecins soignent un homme gravement blessé à la tête à l'hôpital chirurgical de Al Razy. (ARCHIVES) Photo OMS/T.Jasarevic

28 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a vivement dénoncé mercredi les « crimes de guerre » commis quotidiennement en Syrie lorsque des hôpitaux ou cliniques sont pris pour cible de bombardements.

« Ce matin, nous avons reçu des informations concernant des frappes aériennes contre deux hôpitaux à Alep. Soyons clairs: ceux qui utilisent des armes de plus en plus destructives savent parfaitement ce qu'ils font. Ils savent qu'ils commettent des crimes de guerre », a déclaré M. Ban devant le Conseil de sécurité réuni sur le thème de la protection des civils et des soins de santé dans les conflits armés.

Décrivant l'horreur d'une situation où « des gens ont des membres arrachés » et des enfants sont « dans d'atroces souffrances sans secours (...) n'ayant nulle part où aller et sans répit en vue », M. Ban a lancé aux représentants des 15 Etats membres : « Imaginez un abattoir. Eh bien c'est pire. Même un abattoir est plus humain ».

« Les hôpitaux, les cliniques, les ambulances et le personnel de santé à Alep sont l'objet d'attaques 24 heures sur 24 ». Selon l'association Médecins pour les droits de l'homme, 95% du personnel médical qui se trouvait à Alep avant la guerre ont fui, ont été arrêtés ou ont été tués. « C'est une guerre contre les prestataires de soins médicaux en Syrie », a dénoncé le chef de l'ONU.

Soulignant que le public ne faisait pas la distinction entre les Etats membres de l'ONU, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général, M. Ban a dit au Conseil au sujet des habitants de la deuxième ville de Syrie: « Nous les avons abandonnés. Nous devons agir, des comptes doivent être rendus ».

« Le droit international est clair : les travailleurs, installations et moyens de transport liés à la santé doivent être protégés. Les attaques délibérées d'hôpitaux constituent des crimes de guerre », a-t-il poursuivi.



Il a rappelé que le Conseil avait adopté le 3 mai sa résolution 2286 sur la protection des soins médicaux dans les conflits armés à travers le monde, exhortant ses membres à agir.

A cet effet, il a fait au Conseil trois recommandations : prévention, protection et responsabilité. Les Etats membres, a-t-il expliqué, « doivent faire tout leur possible pour promouvoir le respect des soins médicaux dans les conflits armés ». Les parties à un conflit doivent « prendre des précautions pour sauvegarder les installations et le personnel voués à la santé quand ils prévoient d'effectuer des opérations militaires ». Enfin, les Etats membres et les parties à un conflit doivent « faire en sorte que quiconque se rend responsable de violations soit poursuivi en justice et puni ».

L'ONU salue la mémoire de Shimon Peres



28 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit « profondément attristé » par la disparition de l'ancien président israélien et prix Nobel de la Paix, Shimon Peres, décédé mercredi à l'âge de 93 ans.

« Shimon Peres a joué un rôle central dans la fondation de l'Etat d'Israël et a été au service de son pays pendant toute sa vie, pas seulement en tant que Président, mais aussi comme Premier ministre, Ministre des Affaires étrangères, Ministre de la Défense et dans d'autres rôles clés », a rappelé M. Ban dans une déclaration.

« Il a œuvré sans relâche pour une solution à deux Etats qui permettrait à Israël de vivre en sécurité et en harmonie avec les Palestiniens et avec les autres Etats de la région, engagement qui a été dûment reconnu lorsqu'il a partagé le prix Nobel de la Paix 1994 avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat », a ajouté le chef de l'ONU.

« Même dans les moments les plus difficiles, il demeurait optimiste au sujet des perspectives de paix et de réconciliation », a relevé M. Ban.

Selon le Secrétaire général, M. Peres était aussi « un bon partenaire des Nations Unies, désireux de voir Israël contribuer au travail de la communauté internationale ».

Et M. Ban a cité une déclaration de M. Peres aux Nations Unies : « Le moment est venu de comprendre que le vrai triomphe, c'est de récolter la paix, pas de semer les graines d'une autre guerre. Quand on remplace les cartes de la guerre par celles de la paix, on s'aperçoit que les différences étaient minimes ».

Le Secrétaire général a conclu en souhaitant « que sa détermination nous guide dans nos efforts pour assurer la paix, la sécurité et la dignité pour les Israéliens, les Palestiniens et tous les peuples de la région ».

De son côté, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a salué en Shimon Peres un « grand homme d'Etat, un grand humaniste et une figure mondiale de la paix ».

« Shimon Peres laisse une marque indélébile sur l'histoire du Proche-Orient et son message est plus actuel que jamais, pour trouver le chemin de la paix dans le respect mutuel à travers la région », a-t-elle dit dans un communiqué.

« Artisan de la fondation de l'Etat d'Israël, il est resté jusqu'à ses derniers jours un créateur, un innovateur, sachant insuffler l'espoir et l'énergie, cherchant toujours de nouvelles voies pour encourager le dialogue, la coopération, notamment par la science dont il était passionné ». « Il restera une immense source d'inspiration », a ajouté Mme Bokova.

Syrie : près de 100 enfants tués à Alep suite à la reprise des affrontements, selon l'UNICEF



Dans

la partie ouest de la ville syrienne d'Alep, un enfant déplacé du quartier Hamadaniyah hébergé au centre Al-Shafii, une mosquée convertie en centre d'accueil. Photo: UNICEF/Khuder Al-Issa
traumatismes.

28 septembre - Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a annoncé mercredi qu'au moins 96 enfants ont été tués et 223 ont été blessés dans la partie est de la ville syrienne d'Alep depuis vendredi dernier.

« Les enfants d'Alep sont pris au piège dans un cauchemar », a déclaré dans un communiqué le Directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, Justin Forsyth. « Il n'y a pas assez de mots pour décrire la souffrance qu'ils vivent », a-t-il ajouté.

Le système de santé dans la partie est d'Alep est en ruine avec le départ d'environ 30 médecins. Il ne reste pratiquement aucun équipement ou médecine d'urgence pour soigner les blessés alors que la ville connaît un nombre toujours croissant de cas de

Selon les propos d'un médecin sur le terrain rapportés par l'UNICEF, les enfants ayant de faibles chances de survie sont trop souvent laissés pour morts en raison des capacités et approvisionnement limités sur place.

« Rien ne peut justifier de telles agressions sur les enfants et un tel mépris total de la vie humaine », a dit M. Forsyth. « La souffrance, et le choc chez les enfants, est certainement le pire que nous ayons vu », a-t-il souligné.

Mercredi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a vivement dénoncé devant le Conseil de sécurité les « crimes de guerre » commis quotidiennement en Syrie lorsque des hôpitaux ou cliniques sont pris pour cible de bombardements.

Iraq : Le PAM livre de la nourriture dans la ville de Shirqat, assiégée pendant deux ans



Le Programme alimentaire mondial (PAM) et ses partenaires fournissent une aide alimentaire dans la ville irakienne de Shirqat et dans ses environs, à 80 kilomètres au sud de Mossoul. Photo: PAM/MENA

28 septembre - Le Programme alimentaire mondial (PAM) a pu distribuer de la nourriture, pour la première fois depuis plus de deux ans, à des populations qui en avaient un besoin urgent dans la ville irakienne de Shirqat et ses environs, à 80 km au sud de Mossoul, a annoncé l'agence onusienne mercredi dans un communiqué.

Jusque récemment, la ville était assiégée et coupée de toute assistance humanitaire depuis 2014.

Par l'intermédiaire de son partenaire local, Muslim Aid, le PAM a distribué de la nourriture pour une durée d'un mois.

« Les familles de la région de Shirqat ont désespérément besoin d'aide humanitaire après avoir été coupées du monde pendant plus de deux ans », a déclaré Sally Haycock, Directrice pays du PAM en Iraq.

Mme Haycock a précisé que grâce à une importante contribution du Programme Nourriture pour la paix (Food for Peace) de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et de son Bureau d'assistance extérieure en cas de catastrophe (Office of Foreign Disaster Assistance), le PAM serait en mesure de continuer à fournir de l'aide à des familles récemment déplacées dans la région de Mossoul.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Iraq, Douglas Silliman, a indiqué que le soutien financier de 25 millions de dollars

apportés par l'USAID au PAM permettait de « poursuivre et renforcer notre assistance aux Irakiens déplacés et affectés par le conflit » « Il est plus que jamais important de travailler en partenariat avec le PAM pour atteindre les personnes nécessitant de l'aide », a-t-il dit. Il a précisé que depuis 2014, les Etats-Unis avaient fourni, par l'intermédiaire du programme Food for Peace, 113 millions de dollars d'assistance alimentaire d'urgence aux populations d'Iraq.

Mossoul, deuxième ville d'Iraq par la population, est aux mains du groupe islamiste extrémiste Daech depuis 2014.

Corée du Sud : un expert de l'ONU appelle à une enquête complète et indépendante suite à la mort d'un manifestant



Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de rassemblement pacifique et d'association, Maina Kiai. Photo ONU/Jean Marc Ferré

28 septembre - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association, Maina Kiai, a exprimé mercredi sa consternation suite à la mort le 25 septembre d'un manifestant sud-coréen, Baek Nam-gi, et a présenté ses plus sincères condoléances aux parents et amis de la victime.

Agriculteur âgé de 69 ans, M. Baek avait été projeté à terre par un canon à eau utilisé par la police alors qu'il participait à un rassemblement pacifique à Séoul, la capitale de la République de Corée, le 14 novembre 2015. Il était resté dans le coma jusqu'à son décès.

« Je demande une enquête complète et indépendante sur l'utilisation par la police de canons à eau pendant le rassemblement de novembre 2015 qui a conduit sans ambiguïté à la mort de M. Baek selon les enregistrements vidéos disponibles », a déclaré l'expert. « Les auteurs doivent rendre des comptes et la famille de M. Baek recevoir une compensation adéquate », a ajouté M. Kiai, qui demande également que des mesures adéquates soient prises pour éviter qu'une tragédie semblable ne se reproduise à l'avenir.

Le Rapporteur spécial a également réitéré sa recommandation, déjà faite aux autorités sud-coréennes dans son rapport sur le pays daté de juin 2016, de « revoir les tactiques utilisés dans la gestion des rassemblements - y compris l'utilisation de canons à eau et de barricades de bus – afin de veiller à ce qu'elles ne soient pas appliquées indistinctement ou contre des manifestants pacifiques, qu'elles ne donnent pas lieu à une escalade des tensions, et qu'elles visent à faciliter plutôt qu'à empêcher l'exercice du droit de réunion ».

M. Kiai s'est également fait l'écho des recommandations similaires formulées dans son rapport conjoint avec l'ancien Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, sur la bonne gestion des rassemblements présenté au Conseil des droits de l'homme en mars dernier.

« Il est essentiel que les autorités tirent les leçons de cette tragédie douloureuse de sorte qu'elle ne se reproduise pas », a souligné l'expert des droits de l'homme.

Enfin, le Rapporteur spécial a appelé les autorités sud-coréennes à respecter la volonté de la famille de ne pas prendre le corps de M. Baek pour une autopsie. La police et le bureau du procureur avaient demandé un mandat au Tribunal du district central de Séoul afin de procéder à une autopsie du fait que la cause de la mort n'est prétendument pas claire, mais il leur a été refusé par la cour.

L'appel de M. Kiai a été soutenu par le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan Mendez, et le Rapporteur spécial sur les conséquences pour les droits humains de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelle des substances et des déchets dangereux, Baskut Tuncak.

Une nouvelle base de données de l'AIEA souligne les disparités mondiales dans l'accès au traitement du cancer



28 septembre - Un nouveau répertoire mondial des centres de radiothérapie, publié mercredi par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), montre que la plupart des installations de radiothérapie se trouvent dans des pays à revenu élevé et qu'au moins 36 pays ne disposent pas de tels équipements pour traiter le cancer.

Le nouveau répertoire, appelé [Directory of Radiotherapy Centres \(DIRAC\)](#)

, est la base de données la plus complète sur les infrastructures de radiothérapie dans le monde, selon un communiqué de l'AIEA qui organise actuellement sa Conférence générale à Vienne. Construite à partir d'informations recueillies dans 141 pays, la base de données mise à jour recense les centres où les cas de cancers peuvent être traités et attire l'attention sur les lieux où les patients disposent de peu ou d'aucun accès à un traitement.

Le nouveau portail du répertoire DIRAC a été redessiné afin de rendre son utilisation plus facile et fournir des données intégrées avec de meilleures comparaisons entre les pays et les régions.

« Les professionnels du monde entier comptent sur DIRAC et demandent des informations tous les jours. C'est un outil puissant pour planifier des services de radiothérapie et plaider en faveur d'un meilleur accès au traitement du cancer dans les pays en développement », a déclaré la chef du laboratoire de dosimétrie de l'AIEA en charge de DIRAC, Joanna Izewska. « Nos données montrent que, malgré les efforts déployés pour améliorer la situation au cours des dernières décennies, beaucoup reste encore à faire pour assurer un accès adéquat aux soins de cancer », a-t-elle souligné.

Un rapport publié en 2015 par la revue médicale *Lancet Oncology*, estime que 50% à 60% des patients atteints d'un cancer auront besoin d'une radiothérapie à un moment donné pendant leur traitement. Le répertoire DIRAC met en lumière les besoins actuels et futurs en matière de soins du cancer, notamment la nécessité de fournir des milliers de machines de radiothérapie supplémentaires ainsi qu'une formation importante du personnel afin de couvrir l'écart actuel dans l'accès aux traitements dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Par ailleurs, la base de données répertorie plus de 300 machines de radiothérapie de plus de 30 ans qui ont besoin d'être remplacées.

Les données du répertoire DIRAC sont dérivées des services d'audit de dosimétrie de l'AIEA opérés avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres réseaux d'audit, et ont été recueillies auprès de centres de radiothérapie, de bases de données nationales et des industriels. La base de données contient des informations sur les machines de radiothérapie, les sources de rayonnement, le personnel des centres de radiothérapie, et sur le type et l'âge de l'équipement. L'AIEA recueille des données sur les centres de radiothérapie depuis 1959.

Journée mondiale de la rage: l'OMS vise l'élimination de la maladie à l'horizon 2030



Laos, un médecin rebouche une seringue utilisée après avoir donné un vaccin post-exposition contre la rage à un garçon griffé par un chien. Photo: UNICEF/Jim Holmes

28 septembre - A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la rage (28 septembre), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné que l'éducation et la vaccination des communautés les plus vulnérables sont les deux outils essentiels pour empêcher le développement d'une maladie mortelle dès l'apparition de ses premiers symptômes mais évitable et éliminable à l'horizon 2030.

Dans un communiqué publié mercredi, l'OMS estime qu'environ 59.000 personnes meurent de la rage chaque année à travers le monde, précisant qu'environ 90% de ces décès se produisent chez des enfants vivant dans des zones rurales en Afrique et en Asie.

L'organisation basée à Genève rappelle qu'un nettoyage immédiat de la plaie à l'eau et au savon après une morsure par un animal suspect et qu'une vaccination antirabique avant et après les morsures représentent des moyens efficaces de prévenir l'infection et de sauver la vie. L'OMS considère par ailleurs l'élimination mondiale de la maladie possible grâce à une vaccination de masse des chiens, qui transmettent 95% des cas de rage à l'homme.

En décembre 2015, les pays du monde entier, l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) et l'Alliance mondiale contre la rage (GARC) ont convenu de mettre fin aux décès humains dus à la rage canine avant 2030 – année cible pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). « La rage appartient aux livres d'histoire », avait déclaré le Dr Margaret Chan, Directrice générale de l'OMS, considérant l'élimination de la maladie à portée de main.

Dans le cadre de l'initiative One Health, l'OMS, l'OIE, la FAO et GARC travaillent sur des campagnes simultanées pour éliminer la rage canine à travers la vaccination des chiens, le traitement des expositions de rage humaine avec le lavage de la plaie et la prophylaxie post-exposition (PPE), et l'amélioration de l'éducation des communautés sur la prévention de la rage dans les zones où elle est le plus nécessaire, notamment auprès des jeunes.

Toutefois, de nombreux pays rencontrent des difficultés à mesurer et à prévoir la demande pour le vaccin contre la rage, ce qui entraîne des retards et ruptures de stocks dans le marché des vaccins. Pour résoudre ce problème, l'OMS envisage de créer un stock de vaccin contre la rage pour les humains qui atteindra le niveau de stock de vaccin contre la rage prévu pour les animaux récemment créé par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

« L'OMS cherche à mieux comprendre les besoins non satisfaits pour les vaccins de rage humaine, et la logistique pour obtenir ces médicaments essentiels là où ils sont le plus nécessaires, pour les populations mal desservies en milieu rural », a expliqué le Dr Bernadette Abela-Ridder, Chef de l'équipe consacrée aux maladies zoonotiques négligées de l'OMS. « En aidant les pays à prévoir leurs besoins, et en les agrégeant selon les exigences mondiales, nous allons stabiliser la demande à laquelle les fabricants peuvent répondre », a-t-elle ajouté.

L'OMS estime que le stock de vaccin contre la rage humaine devrait être opérationnel d'ici à la fin de l'année 2017.